

## NOUVELLES EQUIPES INTERNATIONALES

### FORCE ET FAIBLESSE DES CHRETIENS DANS LES DEMOCRATIES EUROPEENNES

#### LES CHRETIENS DERRIERE LE RIDEAU DE FER

Ilya Ehrenbourg présentant d'une façon caricaturale la société bourgeoise, parlait des "juges d'instruction parfumés qui arrachaient les ongles aux détenus" et des ministres qui se laissaient payer en pourceaux.

Lorsqu'il s'agit de décrire les conditions de vie d'au-delà du rideau de fer, nul n'est besoin de faire les efforts d'imagination d'Ehrenbourg pour inventer un monde réel pour le malheur de plus de 80.000.000 de chrétiens.

Inépuisable source de sujets de romans tragiques, la condition humaine de cette vie évoquée une fois de plus devant vous n'est que le triste témoignage de la barbarie de l'homme soulevé contre l'homme et de notre lâche impuissance. Ils sont nombreux et ce sont des fidèles :

Albanie 104.216 catholiques et 229.080 orthodoxes ; Bulgarie 6.370.000 orthodoxes et 57.122 catholiques ; Estonie 40.000 catholiques ; Hongrie 6.000.000 catholiques et 2.500.000 réformés ; Lettonie 476.963 catholiques 12.189 baptistes - 58 % de luthériens ; Lituanie 2.100.000 catholiques ; Pologne 22.317.113 catholiques environ 5 % orthodoxes et protestants ; Roumanie 13.000.000 orthodoxes, 3.000.000 catholiques dont 50 % de rite byzantin et 1.000.000 protestants ; Tchécoslovaquie 10.000.000 catholiques et 1.000.000 autres confessions chrétiennes.

Et ils renouvellent le martyre des chrétiens du IIIème siècle pour affirmer le droit de l'individu à son âme et à une vie spirituelle propre, avec toutes les conséquences qui s'ensuivent. Catholiques, orthodoxes et protestants tous sont soumis à une commune oppression et humiliation, en Pologne comme en Albanie, en Bulgarie comme en Lettonie, réalisant de la sorte l'unité chrétienne dans la souffrance.

./...

Le parti communiste ne voit pas en eux des représentants nationaux, mais des ennemis irréductibles du régime, contre lesquels des mesures identiques sont mises en oeuvre. L'uniformité du traitement des pays satellites n'est plus à démontrer. Ce dur traitement infligé à tous les chrétiens de l'Europe de l'Est s'empire continuellement, sans qu'on puisse entrevoir son paroxysme et sa fin.

Nous nous proposons de brosser devant vous le tableau des faiblesses actuelles du christianisme provoquées par les mesures répressives communistes, le tableau des forces potentielles que cache une foi authentique, après quoi les conclusions d'imposeront d'elles-mêmes.

### L'ASSERVISSEMENT DE L'EGLISE

La démocratie chrétienne s'efforce à traduire en réformes politiques les idées prêchées par l'Eglise, pour réaliser une cité terrestre plus humaine où l'amour du prochain instaurera son règne. A l'antipode de la religion, le communisme veut instaurer une civilisation sans Dieu, où les droits de l'homme sont exclus. L'opposition religion-communisme fut soulignée par Léhine qui ne voyait dans la religion "qu'une grossière eau de vie spirituelle dans laquelle les esclaves du capital noient leur être humain", "une bassesse inexprimable", et "une infection des plus ignobles". Ayant compris que le triomphe du matérialisme athée ne pouvant se réaliser que par l'anéantissement de l'Eglise, le communisme n'épargna nul effort pour la frapper à mort.

L'attaque contre l'Eglise commença par la suppression des derniers périodiques catholiques, en 1948 ("Tygodnik Warszawski" en Pologne; "L'homme nouveau" en Hongrie, "le paradis des enfants" en Roumanie et "Acta Curiae" en 1949 en Tchécoslovaquie) mesure complétée la même année 1948 par la nationalisation des écoles confessionnelles (Hongrie : au mois de juin 3.148 écoles fréquentées par 463.405 élèves ; Roumanie : le 4 Août ; Tchécoslovaquie en octobre) ou par la fermeture de ces écoles (Bulgarie le 3 Août 1948). Tour à tour les biens de l'Eglise catholique furent confisqués, les oeuvres de charité liquidées, les organisations des jeunes dissoutes les couvents fermés, l'Eglise catholique de rite byzantin abolie et les uniates convertis par la force à l'orthodoxie (1945 en Galicie occidentale ; 1948 en Roumanie pour 1.500.000 fidèles ; 1949-1952 pour l'Ukraine souscarpathique).

Simultanément les prêtres furent emprisonnés ou déportés par milliers (1.000 sur 1.600 en Lithuanie, 710 dans la petite Albanie 2.000 en 1950 en Tchécoslovaquie et ainsi de suite), pendant que non moins de 64 sièges épiscopaux sur 130 demeurèrent vacants dont plus d'une vingtaine par l'arrestation ou la déportation des titulaires.

Enfin, l'appui donné aux "églises catholiques nationales" des prêtres relevant de l'autorité politique, une "Action Catholique" communiste en Tchécoslovaquie, Hongrie et Roumanie (le 10 juin 1949 Comité d'action catholique - tchécoslovaque ; Comité d'action catholique roumaine le 27 avril 1950 ; Comité des prêtres catholiques pour la paix et l'office d'état pour les affaires ecclésiastiques en 1951 en Hongrie) furent autant de coups portés au catholicisme, jadis la force spirituelle la plus puissante et la mieux organisée de ces contrées. Dans la plupart des pays de l'Europe de l'Est, ceux des évêques qui ne sont ni déportés ni emprisonnés, sont aujourd'hui placés sous la surveillance des agents de la police politique. Leurs lettres pastorales rédigées par les "prêtres de la paix" conseillent les fidèles à soutenir le régime communiste, à se joindre aux coopératives agricoles, à remplir les normes etc...

La situation de l'Eglise orthodoxe qui compte en Roumanie 13.000.000 fidèles et en Bulgarie 6.700.000, est loin d'être meilleure. Plus attachée de par son histoire au pouvoir temporel, elle se soumit avec fatalisme aux injonctions communistes. En 1945 l'Eglise orthodoxe ruthène demanda à être détachée du Patriarcat de Constantinople pour se rattacher au Patriarcat de Moscou. Elle fut suivie dans la même voie, en 1946, par l'Eglise orthodoxe tchécoslovaque et le sera par l'Eglise roumaine et bulgare.

D'après les données officielles du Patriarcat roumain, il résulte qu'en 1952 6.000 prêtres orthodoxes sur un total de 14.000 furent épurés dont 2.750 se trouvent en prison ou au Canal Danube-Mer Noire. Toutes les écoles de l'Eglise orthodoxe, dont 2.300 écoles élémentaires, 24 lycées, 13 séminaires, 5 académies et 3 facultés, sont aujourd'hui fermés. Les hôpitaux et les patrimoines de l'Eglise sont nationalisés.

Devenue, de religion d'état, un culte parmi d'autres, ce qui reste de l'Eglise orthodoxe n'est qu'un instrument du parti communiste. Tout comme les évêques catholiques, les évêques orthodoxes eux aussi ont conseillé les paysans d'adhérer aux kolkhozes. Le Patriarche Justinien nommé par les communistes, parlait de Jésus comme du prototype de l'homme soviétique, cependant que le Synode bénissait les partisans de la paix.

L'Eglise protestante plus puissante en Bohême, en Hongrie (2.500.000 fidèles) en Esthonie (90 % des chrétiens) et en Bulgarie (20.000 fidèles) a eu aussi ses victimes, ses procès (Bulgarie 1949) et ses pasteurs martyrs. Le nombre des pasteurs est tellement réduit, en Esthonie (77 en tout) que les plus âgés des paroissiens se voient dans l'obligation d'officier aux baptêmes et aux enterrements faute de pasteur.

Dans ces conditions il est d'autant plus étonnant de voir certains théoriciens protestants, qui font semblant de se désintéresser des problèmes de l'Eglise du monde, (voir Niemoeller, Barth) professer un neutralisme chrétien.

Il faut toutefois souligner que de ces trois confessions, les communistes ont toujours considéré les catholiques comme leurs principaux adversaires. Car l'Eglise catholique fut la seule à opposer un front de résistance unique, une doctrine contre une doctrine, son universalisme à l'internationalisme soviétique.

La main mise sur l'Eglise catholique de l'Europe de l'Est marque le coup le plus dur porté au catholicisme et au christianisme en général, depuis des siècles et est de nature à entraîner des conséquences incalculables quant à l'avenir de nos pays et à la carte spirituelle de l'Europe de demain.

#### LA DEGRADATION DE L'EDUCATION

Notre seconde source de faiblesse sera, lorsque la démocratie chrétienne pourra s'organiser à nouveau dans l'Europe de l'Est, l'éducation matérialiste basée sur la haine et l'idolâtrie, qui est inculquée aujourd'hui par les communistes à la jeune génération. Le serment que les professeurs doivent déposer en Roumanie, à partir du 18 avril 1952, les engage à éduquer les jeunes dans "la haine sans merci pour les adversaires du régime de l'intérieur et de l'extérieur" et dans un "grand amour pour l'U.R.S.S. et le grand Staline, le génial instituteur des ouvriers du monde libre".

La lutte contre la religion par la propagande athée débute dès le jeune âge, à l'école maternelle, où les enfants qui invoquent Staline à la place de Dieu, reçoivent en guise de récompense, des bonbons ou d'autres friandises. Lorsqu'ils apprennent à lire, les enfants sont abonnés d'office aux revues athées, on les amène dans les musées anti-religieux qui commencent à surgir un peu partout, dans les centres urbains, on les fait assister à des représentations dirigées contre la vénération de Dieu. Tout récemment des équipes de jeunes athées éduqués à Moscou pour mener la lutte contre la religion, sont arrivées en Roumanie où elles détruisent les croix des tombeaux pour envoyer le métal à la fonte. Les statues des saints sont décapitées, comme au temps de la grande révolution et au-dessous du Christ crucifié à nouveau, la tête en bas, on peut lire des inscriptions comme celle-ci "sauve-toi ainsi que tes prêtres !",

La propagande athée n'a d'autre but que de substituer à la mystique chrétienne la mystique communiste. Les discussions politiques avec les enfants commencent à l'âge de 5 ans et l'organe officiel des instituteurs allemands de la zone d'occupation soviétique se vante

qu'un si jeune disciple de Staline trouve plus d'un argument pour condamner la politique du parti démo-chrétien d'Adenauer. A 45 heures de marxisme-léninisme imposées aux étudiants des sciences de l'Université de Bucarest, correspondent seulement 22 heures de géométrie analytique et non moins de 45 heures de langue russe.

Lorsqu'on prononce le nom de celui qui a pris la place des icônes, on doit toujours l'accompagner d'un épithète comme : "le grand", "le génial", "l'ami", "le bienfaiteur", etc. Aux cours, à l'organisation des pionniers et des jeunesses communistes, dans les manuels scolaires, dans les journaux, à la radio, partout une seule obsession : "Staline". Le jeune progressiste n'a plus de respect que pour la doctrine matérialiste de Staline. Il n'y a pas un seul domaine d'activité humaine où Staline n'ait pas dit le dernier mot, sauf peut-être dans les mathématiques, dont le programme d'étude ne subit pas des modifications de structure.

Par malheur pour l'avenir de nos peuples, on considère que la connaissance approfondie du matérialisme stalinien n'est possible qu'en étudiant les textes sacrés d'après l'original russe. Le processus de russification s'avère plus opérant pour les peuples slaves, parlant un idiome slave, que pour les Albanais, Hongrois, et Roumains, d'origine ethnique non slave. Le rythme de la russification est rapide et infatigable : 7.000 cours de langue russe en Roumanie avec 400.000 élèves en 1950 en Hongrie ; 300.000 en 1949 en Tchécoslovaquie ; 1.625.000 adhérents aux sociétés de l'amitié bulgaro-russe en 1952, etc. Pendant que le dictionnaire albanais s'enrichit de termes techniques et politiques empruntés au russe, les étudiants de l'Europe de l'Est fréquentent les facultés de Moscou et ceux restés dans leurs pays apprennent leur langue maternelle d'après de mauvaises traductions des romans soviétiques.

Le panslavisme est devenu une formule désuète. Les russes rêvent maintenant de faire de leur langue la deuxième langue de chacun de nos peuples et la langue commune d'un vaste empire dénationalisé.

Cette éducation athée, matérialiste et russophile va de pair avec l'éducation sexuelle des enfants, qui commence pour les jeunes filles à l'âge de 13 ans. Pour encourager le relâchement des mœurs, l'Etat prend l'engagement de pourvoir à l'entretien de la fille-mère. D'après un rapport publié par la "Documentation Catholique" il résulte qu'on est arrivé à proposer en Roumanie de créer auprès des nouveaux lycées mixtes, des maternités et des crèches de l'Etat.

En un mot, le caractère humaniste, libéral, démocratique et d'essence occidentale de l'enseignement en Europe occupée appartient à une époque révolue de l'histoire. Les écoles confessionnelles qui préparaient de bons chrétiens et des citoyens loyaux, ont fermé

leurs portes, sauf en Pologne, où elles fonctionnent avec du personnel communiste, nommé par le gouvernement. L'éducation stalinienne ne connaît d'autre Dieu que celui de la matière, qui durcit les frêles âmes des jeunes et nous fait craindre le pire pour l'avenir de la démocratie chrétienne, dans ces parages.

### LA PERVERSION DE LA CULTURE

Pour assurer le triomphe définitif du communisme, l'homme qui a appris à l'école à penser en staliniste, ne sera plus abandonné par le parti vigilant, à ce que l'individu ne découvre pas par soi-même le grand ennemi du régime : le monde moral. Afin que ce monde ne soit pas découvert dans les livres, les bibliothèques particulières seront réquisitionnées, les bibliothèques publiques épurées des auteurs à tendance idéaliste, les importations et traductions des livres occidentaux interdites, pendant que les professeurs épurés, affamés et rééduqués prépareront leurs cours d'après le manuel unique rédigé par le parti communiste.

Suivant toujours les préceptes de Lénine, la nouvelle culture ne remplira son rôle qu'en se mettant totalement, comme l'Eglise et l'école, au service du parti. Cette culture réduite au rôle de propagande politique, entretiendra par les journaux, livres, brochures radio et conférences, une pseudo-culture vaniteuse, base de tout système tyrannique.

Les artistes et les intellectuels obligés de chercher leur inspiration dans les résolutions du comité central du parti, perdront leur courage d'exprimer librement leurs pensées. Leur intellect deviendra l'organe de création simple, organe d'exécution, dans un monde sans liberté où ils seront moralement des prisonniers.

En fin de compte, la culture elle-même ne sera plus qu'une vaste statistique des livres politiques imprimés en millions d'exemplaires et diffusés par la force dans chaque village et maison. Pour ne donner qu'un exemple les ouvrages de Lénine sont imprimés en 1.750.000 exemplaires en roumain, dans un monde par excellence paysan.

Ne connaissant pas la liberté de création, la culture stalinienne, incapable d'entretenir une vie spirituelle authentique, n'est qu'un empire du silence où l'on s'asphyxie.

L'âme humaine perdant le sentiment de la foi et la croyance dans les valeurs spirituelles propagées par l'école et la culture est en danger de se perdre elle-même.

### LA DESHUMANISATION DE L'HOMME

Cette lutte méthodique et perverse conduisant à l'écroulement des institutions de base de notre civilisation, s'attaquera plus directement à l'homme, pour stériliser son âme. C'est ainsi que dans

./...

les pays d'au-delà du rideau de fer l'homme arrive à accomplir des actes que sa conscience désapprouve. La colonne vertébrale de la volonté de ce prisonnier et esclave une fois brisée, nous le verrons chaque matin à la messe politique, commentant l'éditorial politique de l'officiel du parti mortifié à la réunion des coins rouges défilant et hurlant à la commande, trahissant ses amis pour garder sa place, dire ce qu'il ne pense pas, cachant ses pensées et convictions.

La technique de la pression morale est tellement avancée que l'homme fait des aveux spontanés de crimes qu'il n'a jamais commis, ce qui équivaut à la demande d'être fusillé. Il démontre de la sorte qu'il a perdu sa souveraineté intérieure étant réduit au niveau des choses physiques, sans une volonté propre.

En isolant l'homme du paysage géographique et sentimental, en rompant ses relations avec la famille, la croyance, la profession, les amis, la propriété etc..., les communistes ont réussi à l'avilir, à la dégrader et le déshumaniser, en le réduisant au stade animalique. Sans doute, la meilleure des méthodes pour aboutir à ce résultat c'est encore la déportation commencée en 1940-41 avec la déportation de 70.000 Esthoniens vers la Sibérie ; elles continuèrent en 1945 avec les Tartares qui furent obligés d'évacuer la Crimée pour le Kazakistan sous l'inculpation collective d'être un peuple de contra-révolutionnaires, bien qu'ils votèrent 99 % pour Staline. Le même sort fut réservé à 3.000.000 Allemands, considérés responsables en block des crimes commis par le régime nazi. L'année dernière la Hongrie avec 50.000 victimes et en ce moment même la Roumanie connurent des déportations massives, exécutées dans des conditions brutales et exterminatrices. Obligés à quitter en quelques heures leurs foyers, le plus souvent sans avoir le droit aux bagages, les déportés ayant dépassé la plupart des cas les soixante ans sont envoyés dans des régions désertiques, dans des baraquements de fortune, creuser des canaux ou labourer la terre. Sous-alimentés, travaillant souvent 16 heures par jour, les déportés sont destinés à mourir en peu de temps, dans la plus triste invention de notre siècle : le camp de travail forcé.

C'est ainsi que le régime communiste a réussi l'inhumaine expérience de dépouiller l'homme non seulement de son avoir, mais aussi de sa substance personnelle, immolée à une super-société sans coeur et sans visage. De la sorte il a trouvé qu'on peut organiser un monde sans âme et sans Dieu, mais qu'on ne peut l'organiser que contre l'homme.

#### LA RESISTANCE ANTI-COMMUNISTE

La vraie histoire de la résistance contre le communisme de l'Europe de l'Est ne peut pas être écrite maintenant, faute d'informations complètes. Les rares nouvelles qui nous parviennent d'au-delà du Rideau de Fer nous montrent que jamais un régime politique ne fut

./...

si totalement et profondément détesté. Le stalinisme s'avère étranger à la mentalité européenne, imposé et maintenu uniquement par la force de l'occupant.

Il nous reste à faire appel aux communistes eux-mêmes pour mesurer l'étendue de leurs échecs en matière d'éducation dans les domaines de culture et religion. A titre d'exemple nous citons le périodique du Ministère de l'Education hongroise qui se plaint que le nombre des élèves réfractaires s'accroît. "Ils désapprécient les victoires de nos plans quinquennaux et répandent l'atmosphère destructive et hostile du cosmopolitisme". D'autres "évitent d'une façon démonstrative et régulièrement, la classe de langue russe, lisant en échange la littérature de propagande américaine et les pamphlets de la "Voix de l'Amérique".

A son tour l'officiel du parti communiste roumain "Scânteia" se plaint que les instituteurs ne remplissent pas leurs tâches politiques.

Il suffit de totaliser les condamnations prononcées contre les jeunes de plus de 10 ans en Allemagne de l'Est, pour obtenir non moins de 83.500 années de prison, infligées à ceux qui sont considérés comme l'avenir du parti communiste dans ces pays.

Quant à la génération élevée sous le régime de la liberté, les communistes eux-mêmes la considèrent irrémédiablement perdue et pour cause condamnée à finir dans les prisons, appelées maisons de rééducation et dans les camps de travail, surnommés camps de rééducation des oisifs.

Sans conteste, la plus rigoureuse opposition au communisme fut celle de l'Eglise dans son ensemble. Ses chefs spirituels symbolisent aujourd'hui la résistance nationale elle-même. C'est au Cardinal Mindzenty de proclamer : "je fais front pour défendre mon Dieu, mon Eglise et ma patrie" et au Cardinal Bérah d'ajouter : "celui qui trahit Dieu, trahit son peuple et sa nation", pour terminer avec les paroles de l'évêque Suciú : "L'heure de l'héroïsme chrétien en terre roumaine est arrivée. Nos ancêtres lèvent leurs regards vers vous et vous disent : nous avons érigé avec le sang et la souffrance le monument de la liberté nationale, maintenant c'est à vous de construire la cathédrale de la liberté et de la conscience religieuse."

Les fidèles répondirent à cet appel souvent par le sacrifice de leurs vies pour sauver leurs âmes, comme le dit un simple paysan de Transylvanie lorsqu'on lui demanda d'abjurer sa foi : "j'ai donné ma quote <sup>part</sup> à l'Etat, j'ai donné tout ce qu'on m'a demandé, mais mon âme je ne la donne qu'à Dieu".

Maintes fois les paysans défendirent la hache en main les prêtres qui sont morts sur l'autel, en officiant la messe. Ces mêmes paysans refusent aujourd'hui le sacrement des prêtres communistes de la paix, et reçoivent la bénédiction des prêtres errants, qui ont transformé en églises les clairières des forêts, les caves, les granges et les grottes des cavernes. Ne cherchons donc pas le vrai christianisme dans le christianisme occidental souvent formel et sans vigueur, mais au-delà du rideau de fer, où vient de naître un christianisme militant, où la foi est vécue, où les croyants affrontent l'appareil photographique du parti pour aller à la messe, où chacun parle de miracles et où tous, déçus de l'insouciance de leurs frères chrétiens de l'Occident, mettent leurs sort et espoir entre les mains de Dieu.

Affrontant maints périls, les chrétiens se rassemblent en processions qui comptent des dizaines de milliers de fidèles, réunis par la souffrance, la foi et l'espérance communes ; 100.000 au pèlerinage de Mariapocs (Hongrie), 100.000 à Levocka (Slovaquie en 1950) et Cestochowa (Pologne en 1951).

Malgré les efforts diaboliques des communistes pour désintégrer l'âme humaine, le droit élémentaire de chaque créature à son âme que revendiquait le paysan roumain de Transylvanie, triomphera demain, et le triomphe de l'esprit imposera à l'Europe libérée une nouvelle orientation politique : la démocratie chrétienne.

### LA LIQUIDATION DE LA BOURGEOISIE

L'adversaire numéro un que le régime communiste se proposa de combattre dans ses avoirs et sa personne fut le bourgeois.

Les réformes agraires (Bulgarie 1945, Pologne 6 Septembre 1944 et 17 Janvier 1945 ; Roumanie 22 mars 1945 et 2 mars 1949 ; Tchécoslovaquie 23 Juillet 1945) dépossédèrent totalement les propriétaires terriens sans aucune indemnité de leurs terres et outillage agricole. Les membres du parti communiste pénétrèrent de force pendant la nuit, dans les maisons des propriétaires, les embarquèrent dans des camions et les déposèrent dans des camps, sous la surveillance de la police (nuit du 2 Mars 1949 en Roumanie).

Après les réformes agraires, les réformes financières frappèrent le capital mobilier, monnaie or, et devises, par des confiscations totales, dont le résultat fut la liquidation de toutes les économies de la population et la paupérisation générale.

La nationalisation des industries, banques compagnies d'assurances ; (Pologne 3 janvier 1946 ; Bulgarie 24 décembre 1947 ; Hongrie 1 juillet et 1 août 1947 ; Roumanie 11 juin 1948 ; Tchécoslovaquie mars 1945 et février 1948) déposséda la classe bourgeoise des capitaux et en même temps du levier de commande de la vie économique.

Enfin la confiscation des immeubles d'habitation jetta littéralement dans la rue les anciens propriétaires et liquida ainsi la dernière trace du capital immobilier.

Pourtant aux yeux des communistes les bourgeois, même prolétarisés, constituaient un danger potentiel pour le régime populaire. Au nom du principe de la lutte de classe on est donc passé tout récemment à la liquidation physique des bourgeois, au moyen de camps de travail forcé.

La législation des démocraties populaires reconnaît l'institution des camps de travail forcé, nommés communautés pour l'éducation de la main-d'oeuvre des oisifs (les dernières dispositions législatives : Bulgarie, novembre 1946 ; Hongrie 5 Octobre 1940 ; Pologne 1er janvier 1951 ; Roumanie, 30 mai 1950 ; Tchécoslovaquie, 12 juillet 1950). Ces camps sont destinés aux ennemis de la classe prolétaire et aux individus socialement dangereux parmi lesquels comptent en premier lieu les anciens propriétaires fonciers, industriels, commerçants, anciens employés, officiers, etc... L'incarcération dans un camp peut avoir lieu sous simple décision administrative sans respect pour la procédure judiciaire classique : instruction, jugement et droit de défense. Le système de la condamnation en masse de toute une catégorie ethnique ou raciale que les nazis avaient inventé, fut adopté et appliqué par les Russes pour certaines catégories sociales. Le simple fait d'avoir appartenu à la bourgeoisie, voire même d'avoir eu une éducation bourgeoise, constituait un motif suffisant pour l'internement.

De la sorte le régime se procurait une immense main-d'oeuvre gratuite pour les travaux pharaoniques entrepris et anéantissait en même temps toute éventuelle opposition politique.

Il faut noter que beaucoup de personnes ont préféré se donner la mort au moment de l'arrestation plutôt que de connaître les rigueurs des camps.

A cause du manque total de conditions d'hygiène, dans les barraquements de fortune où sont entassés les prisonniers, les maladies infectieuses font rage. Les déportés ont le droit de se laver et se raser une fois par semaine, événement consigné soigneusement dans leur livret individuel de travail, afin d'empêcher tout abus. La ration alimentaire des détenus est proportionnelle au travail fourni chaque jour, une norme stakhanoviste servant d'étalon. On travaille par équipes de 10 personnes, dont les membres sont solidairement responsables pour la réalisation de la norme totale du groupe, même au cas où un ou plusieurs membres de l'équipe meurent pendant le travail. La résistance maxima dans un tel camp d'extermination est de trois mois. La Roumanie a le triste privilège d'abriter un des plus grands camps de travail forcé du monde, en Dobroudja, que l'on appelle la seconde Sibérie. C'est ici que

travaillent les détenus pour percer le Canal Danube-Mer Noire (environ 350.000 personnes d'après certaines informations). Le camp tchécoslovaque de Jachymon compte 30.000 détenus ; celui de Hortobagy (Hongrie) 25.000 ; les camps bulgares environ 90.000 etc... Une commission spéciale d'enquête des Nations Unies a établi qu'il existe derrière le rideau de fer non moins de 442 camps de travail forcé avec un nombre total de 1.255.000 détenus (Bulgarie, 30 camps et 62.500 prisonniers ; Hongrie 95 camps et 93.000 prisonniers ; Pologne 25 camps, 500.000 prisonniers ; Roumanie 45 camps et 250.000 prisonniers ; Tchécoslovaquie 247 camps et 350.000 prisonniers).

Avec ce système on estime liquider en peu de temps ce qui restait encore de la bourgeoisie de l'Europe de l'Est. Dans ces conditions il n'est pas difficile de comprendre pourquoi les personnes livrées au désespoir font la résistance dans les montagnes.

### LA PROLETARIANISATION DE LA PAYSANNERIE

La position théorique du marxisme face à la paysannerie laissait voir le sort que les communistes réservaient à la plus importante catégorie sociale de l'Europe de l'Est (Albanie 80 % ; Bulgarie 53,5 % ; Lithuanie 70 % ; Pologne 60 % ; Roumanie 76,1 % ; Tchécoslovaquie 36 %, Esthonie 56 %, Hongrie 53,2 %).

Le "Manifeste communiste" considérait le paysan comme un élément conservateur, voire réactionnaire dont l'idéal était l'avènement à la propriété individuelle. Engels n'hésitait pas de traiter le paysan de "barbare dans la civilisation" et Lénine voulait spéculer sur la soif des paysans pour la terre par la tactique de la lutte de classe : "Au début, disait Lénine, nous soutenons jusqu'au bout, par tous les moyens, y compris la confiscation des terres, le paysan en général, contre le propriétaire foncier, et ensuite nous soutenons le prolétariat contre le paysan en général". Inspirées par ces idées, les réformes agraires après la deuxième guerre mondiale n'avaient pas en vue la préparation d'un avenir meilleur pour le paysan. Elles n'étaient qu'une étape nécessaire vers la collectivisation intégrale du sol.

Dans une lettre adressée à Dimitroff, Staline réaffirma, si besoin était, la politique à suivre vis-à-vis de la classe paysanne : "L'union des ouvriers et des paysans est nécessaire non pas pour préserver la paysannerie comme classe, mais pour changer et transformer celle-ci, afin d'assurer le triomphe de la société socialiste".

La paysannerie considérée comme réservoir de la bourgeoisie, classe capitaliste actuelle ou potentielle, devait être dépossédée de toute propriété et transformée en prolétariat agricole. Comme Staline lui-même, le paysan avec ses buts individuels, doit être écrasé."

L'instrument d'oppression de la paysannerie est le kolkhoze. En Occident beaucoup de personnes s'imaginent - et les dispositions du statut modèle des kolkhozes laissent accréditer cette impression - que le kolkhoze est une association "libre", dont les membres choisissent les organes de direction, travaillent en commun et partagent les profits selon les normes des coopératives de production.

En réalité, les dirigeants des kolkhozes sont nommés par le parti communiste, les paysans sont contraints par tous les moyens à y adhérer et la répartition des profits se fait toujours selon les dispositions du parti.

Pour persuader les paysans d'adhérer volontairement aux kolkhozes, des taxations exorbitantes et spoliatrices frappent les propriétés individuelles. Les plans agricoles imposent à ces paysans libres des tâches qu'ils sont incapables d'exécuter, enfin ces mêmes paysans sont privés de toute distribution de semences, engrais et outillage. S'ils ne se sont pas encore convaincus de l'utilité des kolkhozes au moment de la collecte des céréales, la quote-part des paysans libres dépassera au moins de 20 % la quote-part exigée des paysans collectivisés. En fin de compte le paysan libre ne pourra ni vendre ses produits ni acheter ce dont il a besoin sans recourir à l'intermédiaire des coopératives qui ont le monopole de vente des produits agricoles.

### LA LUTTE CONTRE LES KOULAKS

Dans ces conditions le paysan se rendra compte que la possession de la terre, loin de constituer un avantage, est devenue une lourde charge dont il faut se débarrasser. Les réfractaires, s'il en reste, seront considérés comme koulaks et exterminés sans pitié. La notion de "koulak" permet de transposer la lutte de classe de la ville au village, en clivant la communauté rurale en trois classes, suivant les indications de Lénine : les paysans riches, moyens et pauvres. En réalité cette distinction est fictive, les paysans jouissent tous d'un certain bien-être dans les régions riches, ils supportent en égale mesure les conséquences de la stérilité du sol, dans les régions pauvres.

Pourtant lorsque les agitateurs communistes envahissent la campagne, ils réclament l'alliance des paysans pauvres et moyens avec les prolétaires, pour combattre les koulaks. Le "koulak" était au début une notion économique correspondant au paysan possesseur de plusieurs hectares de terre. Entre temps, le "koulak" est devenu une notion politique, vague et élastique, applicable à tout paysan qui adopte une attitude anti-socialiste. La lutte contre les koulaks est une des plus tristes pages de l'histoire des persécutions perpétrées au-delà du rideau de fer. Des listes de koulaks sont établies dans chaque village. N'importe quel paysan susceptible d'être inscrit dans la catégorie odieuse des capitalistes, s'il est considéré comme ennemi du régime, même s'il ne possède pas le moindre lopin de terre. Sur simple mesure administrative, il est susceptible d'être envoyé dans un camp de travaux forcés. /...

Nulle part la collectivisation de la terre n'a été possible sans la liquidation quasi-totale des koulaks. C'est seulement après la déportation massive des koulaks en Sibérie que l'agriculture estonienne fut collectivisée. C'est seulement après la liquidation des 40.000 koulaks inscrits comme tels sur les listes bulgares que la collectivisation du sol en Bulgarie sera un fait acquis. Mais la plus virulente des luttes contre les koulaks est menée à l'heure actuelle en Hongrie où des dizaines de milliers de koulaks sont emprisonnés en trois camps de travail forcé, dont celui de Solnok à lui seul compte plus de 25.000 prisonniers.

### L'EXTENUATION PAR LE TRAVAIL

Le traitement réservé aux adhérents des kolkhozes n'est guère supérieur à celui des koulaks. Lors de son adhésion le paysan doit apporter à la masse commune sa terre, ses bêtes de trait, ses outils, fournir les semences et sa force de travail. Il peut garder en propriété personnelle une vache et quelques brebis, mais faute de fourrage, il renonce vite à ce privilège. Seules les chèvres, surnommées "les vaches de Staline" se contentent de peu, peuvent lui rendre service.

L'unité de travail à l'intérieur du kolkhoze est la brigade (60-80 membres) elle se divise à son tour en plusieurs équipes (10-12 membres) suivant les branches de production. Chaque brigade prend possession de ses terres, des animaux utiles, etc..., qui lui sont attribués et exécute les travaux établis par le plan de l'exploitation collective. Il y a un plan de travail prévu pour chaque kolkhoze, brigade, équipe, et membre d'équipe. A l'exemple de l'industrie, les compétitions socialistes sont à la mode entre les exploitations collectives, entre les équipes d'une même exploitation, entre les brigades d'une même équipe, entre les membres de l'équipe et avec soi-même, par le jeu du stakhanovisme qui demande chaque jour des efforts accrus pour dépasser le dernier record établi la veille.

Les journées de travail sont inscrites dans les carnets individuels des paysans, dans les fiches de pointage, dans le registre des jours de travail, e.a.d.s.

C'est ainsi qu'une bureaucratie inhumaine et une machine administrative sans âme travaillent pour remplir et dépasser le plan et les normes et étouffent les kolkhoziens. Reconnaissons qu'un meilleur système d'extorquer toutes les forces de l'homme ne pouvait pas être inventé.

./...

## L'EXPLOITATION ECONOMIQUE

Lorsqu'il s'agit de répartir le revenu du kolkhoze, les paysans se voient frustrés de la part due à leur travail. Car 40 % de la moisson vont à l'Etat, 20 % représentent le prix dû aux Stations de Machines et Tracteurs pour les travaux effectués ; 25 % servent à la création des fonds de réserve pour l'équipement, le club du parti, la propagande, les taxes, etc. ; les 15 % qui restent aux paysans sont distribués entre les kolkhoziens selon le nombre de jours de travail effectués plus de 200 à 300 jours par an. Seul un membre du parti peut arriver à totaliser 600 jours de travail dans un an.

Le revenu d'un kolkhozien n'est pas fixe. Il dépend des jours de travail, de la moisson, de la bonne volonté du comptable, etc. Les paysans devenus prolétaires agricoles se trouvent donc dans une situation pire que celle des prolétaires industriels, car leur traitement n'est pas stable et faute d'assurances sociales, ils n'ont aucune sécurité quant à l'avenir. Pour n'être pas tenus responsables du sort des paysans, les communistes ont préféré donner aux kolkhozes la forme coopérative, bien qu'aucun des principes coopératifs n'y trouve application.

### L'asservissement total du paysan.

A part les obligations qui lui reviennent de droit en tant que kolkhozien, le paysan doit certains jours de corvée pour réparer les routes, les écoles, les bâtiments publics, couper du bois dans la forêt, etc...

Mais l'assimilation totale du régime kolkhozien au servage féodal vient d'être confirmée ces derniers temps par la résolution du gouvernement hongrois du 24 avril 1952 concernant l'organisation et la discipline dans les coopératives agricoles. A partir du mois de mai 1952 les paysans sont formellement liés à la terre, et ne peuvent plus travailler en dehors du kolkhoze qu'avec l'autorisation écrite du chef de l'exploitation collective. Les kolkhoziens perdent tout reste de liberté, obligés qu'ils sont de travailler aux heures et endroits indiqués par les autorités. Cette obligation s'étend aux autres membres de leur famille qui peuvent être convoqués par les chefs de brigade lorsque la saison bat son plein, afin d'exécuter des travaux urgents. Enfin, imitant certaines dispositions du Moyen-Age, le nombre minimum de jours de travail auquel le paysan est astreint a été fixé à 120 par an.

### Liquidation de la paysannerie

Les souffrances de la paysannerie ne s'arrêtent pas là, car voulant supprimer toute opposition entre la ville et la campagne, Nikita Khrouchtchev eut l'idée de proposer la création des agrovilles pour urbaniser les campagnes. En application de ces idées les pays

baltes ont déjà atteint le stade de la concentration des paysans considérée comme une nécessité de l'évolution historique. Des milliers de paysans déracinés prennent la route de la migration vers les "agrogorodes" et les "superkolkhozes" en quittant les dernières parcelles de terre que la collectivisation leur avait laissées en propriété individuelle.

Un courant parallèle amène d'autres milliers de paysans affamés et en haillons vers les villes pour y chercher du travail dans l'industrie, la terre collectivisée refusant de les nourrir. Il s'opère ainsi un transfert non seulement géographique des villages vers la ville, mais en même temps social, de la condition paysanne vers la condition prolétarienne. Cette politique d'industrialisation forcée de toute l'Europe de l'Est a pour but la dissolution de la classe paysanne en tant que telle pour accroître le nombre des prolétaires et donner ainsi au régime, la base populaire qui lui fait défaut à présent. C'est ainsi que la Pologne espère avoir en 1951 5.000.000 de prolétaires, alors qu'elle en avait en 1931 seulement 2.500.000 ; la Roumanie passera de 1.000.000 à 2.184.000 à la fin de l'actuel plan d'Etat ; la Hongrie de 400.000 en 1945 à 1.127.000 en 1954, etc.

### La résistance paysanne

La paysannerie ne s'est pas laissée abattre sans lutte. Sa résistance est une des plus opiniâtre et sait employer tous les moyens de sabotage par le vol jusqu'au meurtre et la révolte. Le sabotage commence par l'inexécution et le retard de la mise en application du plan des ensemencements, par la détérioration des outils qui ralentit la bonne marche des travaux agricoles, par l'inexécution des normes, fausses déclarations des quantités produites, l'incendie volontaire des récoltes etc....

Pour empêcher les paysans de s'approprier la moisson, ils ont été souvent obligés de travailler sous la surveillance de la milice. En Tchécoslovaquie le gouvernement a fait appel pendant l'été 1951 à la population des villes pour surveiller les paysans pendant la moisson. La même année en Roumanie, mille agitateurs furent envoyés à la campagne pour compléter l'éducation politique des paysans et non moins de 17.000 membres du parti furent obligés de quitter Bucarest pour surveiller les dimanches, la moisson. Pourtant avant le battage les paysans volèrent des épis qu'ils frottaient entre leurs mains pour en faire sortir les grains. Comme au temps des invasions barbares, ils creusent des fosses dont les parois sont brûlées pour y cacher les céréales.

Dans les fermes d'Etat la résistance des paysans connaît une forme plus agréable : l'auto-consommation qui consiste à manger tous les produits de la terre. A "Afumati" (Roumanie) 30.000 oeufs disparurent sans trace de la ferme collective en 10 mois ; pendant qu'à Floresti (Roumanie) 7.500 litres de lait furent consommés par les kolkhoziens en deux mois.

./...

Les résultats de cette politique est qu'une terrible famine sévit dans les plus fertiles régions de l'Europe. Aujourd'hui dans l'Europe de l'Est le ravitaillement est rationné et les rations de de pain noir sont insuffisantes. A Bucarest les boucheries ont été transformées en fruiteries, et les légumes sont rares.

Les listes noires dans les journaux, les condamnations à mort ou à la déportation abondent, ainsi que les révoltes armées des paysans qui mènent la lutte des partisans dans les forêts. "Scãnteia" organe du parti communiste roumain, parle en ces termes des paysans en révolte : "Bandes de bêtes sauvages qui ont tué les membres de la Milice, incendié les sièges des comités provisoires, et persécuté les membres des fermes collectives".

Asservis par les kolkhozes, concentrés dans les agrogorodes dans les prisons et camps de travail, déportés en Sibérie, les paysans sont sans doute parmi les personnes les plus exploitées et sacrifiées de l'Europe de l'Est. Il paraît que le nombre des paysans purgeant différentes peines est de 10.000.000, le nombre des morts s'élève à 1.000.000.

Les démocrates-chrétiens ne peuvent pas se désintéresser de cette paysannerie respectueuse des traditions millénaires, combattante active pour l'ordre européen, qui a toujours rejeté d'instinct toute philosophie matérialiste pour chercher appui dans l'Eglise, et puiser ses forces dans une foi authentique.

### L'ASSERVISSEMENT DES OUVRIERS

La classe qui attendait du parti communiste des "lendemains qui chantent" a connu, dans l'Europe de l'Est, la déception et le désenchantement. Loin de travailler dans la joie et vivre dans l'aisance, les ouvriers peinent plus durement que jamais sans pouvoir protester contre les usurpateurs qui gouvernent en leur nom.

La prolétarianisation de la société n'a pas apporté automatiquement les bienfaits que laissait entrevoir le socialisme utopique ni même la disparition des classes si détestées. Car dans cette société qui se veut sans classes, ou à classe unique, une nouvelle classe superposée, plus détestable que l'ancienne bourgeoisie exploitatrice est apparue : celle des membres du parti communiste.

Le parti et ses organes dirigent et contrôlent le travail ; les ouvriers se soumettent aux ordres, contrôles et punitions édictés par le parti. Une démocratie populaire est peut-être un état du travail/forcé, mais jamais un état des travailleurs, car là-bas la production économique prime sur l'élément humain. L'exécution du plan et l'accomplissement des normes passent avant le problème des salaires ou les questions de sécurité.

Dans une démocratie populaire chaque ville a une exposition du plan de la région, avec diagrammes, chiffres, explications, portraits de chefs politiques et slogans. Chaque usine a son propre plan que les ouvriers zélés s'obligent à remplir en réalisant chaque jour un rendement accru, ce qui s'appelle en termes soviétiques le dépassement des normes. Les ouvriers qui ne réussissent pas à "remplir la norme", sont affichés sur une liste noire et leurs salaires frappés de retenues. Le parti, prépare dans des ateliers spéciaux des travailleurs de choc, qui après de longues épreuves, arrivent à des performances et records souvent impressionnants. Ces résultats maxima sont alors imposés aux autres ouvriers comme normes obligatoires. Ceux qui ne peuvent pas les réaliser subissent des réductions de salaires allant jusqu'à 30-40 %.

Pour exécuter la norme l'ouvrier est souvent obligé de faire des heures supplémentaires. Même s'il ne veut pas dépasser les 8 h. de travail quotidiennes, l'administration de l'usine a le pouvoir de le contraindre à des heures supplémentaires, à des semaines de superproductivité en honneur des chefs politiques communistes, ou pour devancer le plan et les autres usines avec lesquelles toute entreprise est en perpétuelle compétition socialiste. Pour protester contre l'exploitation capitaliste, les ouvriers ont une arme efficace : le droit de grève. Mais dans une démocratie populaire l'ouvrier n'a plus le droit de recourir à la grève, parce qu'il est officiellement content du régime qui est en principe son émancipation. Comme le remarquait non sans humour Staline, dans l'Etat communiste le droit de grève est remplacé par l'enthousiasme des ouvriers qui offrent volontairement au régime des millions de journées de travail supplémentaires.

Mais l'ouvrier pourrait protester auprès de son syndicat et demander l'amélioration des conditions du travail et un traitement plus humain. Seulement les syndicats communistes ont perdu leur caractère d'organes de la lutte revendicative des ouvriers, pour devenir un organe politique dont le rôle est de seconder le gouvernement et le parti dans leurs efforts pour l'augmentation de la production et l'exécution du plan.

Lors de la signature de la convention collective les ouvriers pourraient demander le respect des droits élémentaires gagnés par une lutte centenaire, par leurs organisations professionnelles. Mais dans une démocratie populaire la convention collective n'est qu'un instrument pour mobiliser les ouvriers pour l'exécution du plan.

Force est donc pour l'ouvrier de se résigner à accepter un régime de travail unilatéralement imposé.

Mais la perte totale de l'indépendance de l'ouvrier se fait sentir d'une manière encore plus brutale par la liaison de l'ouvrier à l'usine, "adscripti usinae", institution correspondant à la liaison du paysan au kolkhoze. L'ouvrier n'a désormais le droit de quitter l'usine qu'avec l'autorisation de l'administration de celle-ci

(Pologne 7.III.1950) doublée de l'autorisation du bureau de travail (Tchécoslovaquie). Au contraire, si l'intérêt de la production le réclame, l'ouvrier peut être transféré dans une autre usine, branche de production ou district, sans être préalablement consulté et sans tenir compte de ses intérêts de famille.

L'ouvrier communiste a perdu non seulement la liberté de déplacement mais aussi la liberté dans le travail à l'intérieur de l'usine. En effet il travaille sous la surveillance de la brigade de qualité, sorte de police ouvrière qui mesure et contrôle le produit de ses efforts.

La police ouvrière veille à ce que la "discipline ouvrière" soit respectée et que les prévisions du plan soient réalisées et dépassées.

Le rendement et l'attitude politique de l'ouvrier sont notés par le contremaître jour par jour, dans le livret de travail individuel. Un ouvrier licencié d'une usine étatisée ne pourra plus être embauché par une autre usine, car une sanction une fois notée dans un livret de travail sera reconnue valable et appliquée par toutes les usines dépendant de l'Etat patron.

Enfin, pour réduire l'ouvrier à la plus complète obéissance un tribunal ouvrier sous la présidence d'un membre du parti communiste siège à l'intérieur de l'usine elle-même.

Il est facile à comprendre pourquoi dans ces conditions l'ouvrier se contente d'un salaire de misère en fonction du rendement, système de rétribution condamné par la majorité des syndicats occidentaux. Bien que celui-ci soit insuffisant, les ouvriers doivent céder "volontairement" une partie de ce salaire, jusqu'à la concurrence de 20 % pour le fonds de la paix, la solidarité internationale, l'amitié U.R.S.S., la maison du parti etc...

Mais, en revanche, pour toutes ces privations et humiliations l'ouvrier a le bonheur de pouvoir consacrer son temps libre toujours "volontairement" à apprendre le russe et l'histoire du parti communiste.

### La résistance ouvrière

L'opposition des ouvriers contre le régime communiste se fait surtout sentir par la résistance passive. Le gaspillage du temps consacré au travail, l'absentéisme la grève et le sabotage. D'après les données officielles tchécoslovaques les ouvriers de ce pays ont perdu pendant le premier semestre 1951 pas moins de 103.000.000 d'heures de travail représentant le temps nécessaire à la construction de 20.000 tracteurs.

./...

L'absentéisme ou "vagabondage professionnel" qui consiste à quitter sans autorisation le service, bien que puni comme un crime, est pratiqué sur une grande échelle dans toutes les usines démocratiques.

Enfin la grève, crime politique plus durement frappé que les délits de droit commun, jusques et y compris l'intention et le sabotage sont fréquemment enregistrés, par exemple : aux mines de Dambrova (Pologne) dans le bassin charbonnier de Pilis (Hongrie) dans la région pétrolifère de Ploesti (Roumanie) ou ailleurs .

Si curieux que cela puisse paraître, les prolétaires des démocraties populaires sont hostiles au régime communiste dans une proportion qui peut aller jusqu'à 90 % dans certains pays. Ils souffrent au même titre que les autres catégories sociales et attendent eux aussi un changement qui sera un progrès et un triomphe de l'homme sur la technocratie et la bureaucratie que seule la démocratie peut apporter.

### LE BLOC SOVIETIQUE

L'emprise totale de l'U.R.S.S. sur l'Europe de l'Est par la création d'un bloc ou le "lebensraum" soviétique, constitue sur le plan international un facteur de puissance communiste, alors que la trop lente progression enregistrée dans le processus d'intégration par étape de l'Europe Libre est un facteur de faiblesse de la démocratie en général et de la démocratie chrétienne en particulier, en tant qu'inspiratrice de certains de ces projets.

Par la création du Kamékou (25 janvier 1949), Comité économique pour l'Europe Orientale, l'U.R.S.S. s'est forgée l'instrument de domination économique des pays satellites. Le Kamékou rédige et coordonne les plans économiques nationaux dans le cadre d'un planisme régional. Sur le plan économique le Kamékou, dont dépendent directement les ministères de commerce des pays satellites, a orienté à partir de 1949 les plans quinquennaux vers l'industrie lourde et l'industrie de guerre. Sur le plan des échanges commerciaux, le Kamékou a assumé le rôle d'agent acheteur et vendeur et celui de centre de clearing pour tous les territoires de Berlin à Shanghai. Les pays satellites ne peuvent plus avoir désormais des relations commerciales directes même entre eux sans passer par l'intermédiaire de Moscou.

Afin de faciliter les échanges du bloc soviétique, les monnaies nationales des pays satellites ont été alignées sur la valeur du rouble, devenu la base de paiement du bloc oriental. Les relations entre le bloc oriental et le bloc démocratique n'ont qu'une valeur symbolique. Le bloc soviétique comptant en avril 1952 1.570.000 soldats sous les drapeaux (1.240.000 forces armées réparties en 65 grandes unités à savoir : Albanie 3, Bulgarie 11, Hongrie 9, Pologne 20, Roumanie 12, Tchécoslovaquie 10 auxquelles on doit ajouter 330.000 forces de l'intérieur).

./...

La production d'acier brut du bloc satellite était en 1951 de 7.984 milliers de tonnes, à laquelle s'ajoutent 1552 milliers de tonnes de l'Allemagne Orientale, pendant que la production de charbon s'élevait - le charbon allemand y compris - à 160 millions de tonnes.

La simple énumération des mesures prises par les Russes dans l'Europe de l'Est montre clairement qu'ils nourrissent le rêve de l'assimilation totale de ces régions par : la création d'une nouvelle mentalité commune à base matérialiste ; la russification massive, forcée et rapide ; l'anéantissement par millions des adversaires du régime et l'intégration économique des peuples asservis. L'étape de l'assimilation de l'Europe de l'Est dépassée, les Russes, en application du plan communiste, de la conquête du monde par la révolution prolétaire, n'auront plus qu'à passer à l'attaque du bastion occidental de l'Europe. De toutes façons l'Europe de l'Est, consciente de son sacrifice tragique a une fois de plus fermé l'avance de l'Asie vers l'Occident, rôle que l'histoire lui a assigné.

#### LECONS A TIRER DE CES EPREUVES POUR LES CHRETIENS OCCIDENTAUX

S'il y a une conclusion à tirer après ce long exposé sur les souffrances sans nom des millions d'êtres victimes du communisme, c'est que le christianisme a été la seule force à opposer une résistance vigoureuse et indomptable au matérialisme stalinien.

En conséquence les partis démo-chrétiens doivent fortifier les organismes qui ont prouvé dans la lutte anticommuniste leurs force et efficacité, tels l'Eglise, l'école confessionnelle, les organisations de jeunesse, les syndicats ouvriers et agricoles d'inspiration chrétienne etc... Ces institutions doivent vivre une vie réelle, rallier des adhésions sincères et nombreuses, être animées par l'amour chrétien du prochain, des pauvres et des plus faibles que nous. Le ralliement du peuple aux institutions chrétiennes est la leçon qu'on doit retenir de l'expérience de l'Europe de l'Est.

Les partis démo-chrétiens pourraient utiliser avec plus d'efficacité et sur une plus large échelle les nouvelles concernant les persécutions et l'avilissement dont l'homme est victime dans les démocraties populaires. Chaque milieu social, qu'il s'agisse d'ouvriers, paysans, intellectuels, bourgeois devrait être informé des conditions de vie qui leur seraient réservées dans une démocratie populaire. Ainsi chacun pourrait revoir ses attitudes et ne s'engagerait plus avec une telle légèreté dans des mouvements et des partis politiques de nature à entraîner sa perte, chacun se devrait d'abandonner une neutralité insouciant et réprobable.

La création d'un bloc oriental, l'orientation de l'industrie vers la production de guerre imposent aux partis démo-chrétiens de redoubler d'efforts pour accélérer la réalisation d'une fédération européenne, renforcer l'alliance atlantique, mettre en application le plan Schuman et combattre de la sorte le neutralisme et le défaitisme de certains milieux.

Que peuvent faire les chrétiens du monde libre?

Le premier devoir moral des chrétiens du monde libre envers leurs frères opprimés est de leur témoigner par tous les moyens possibles l'unité et la solidarité du monde chrétien. Organisation de jours de prières, conférences publiques, discours radiodiffusés, meetings de protestation, publication de brochures faisant état de la situation des chrétiens de l'autre côté du rideau de fer, etc. pourraient concrétiser les bonnes intentions des vraies chrétiens occidentaux.

Les sacrifices consentis pour cette action de mobilisation de la conscience occidentale et de présence invisible et communion avec la chrétienté orientale persécutée, ne sont pas démesurément grands, en comparaison avec le sacrifice suprême des missionnaires chrétiens qui franchissent actuellement encore clandestinement le rideau de fer pour propager l'Évangile dans le monde soviétisé.

Le seul hommage affectif qu'on puisse rendre à tant de martyrs contemporains morts pour la foi serait de rétablir la liberté du culte dans l'Europe de l'Est.

Au siècle dernier le sentiment religieux était si accusé que les Grandes Puissances n'hésitèrent pas à prendre les armes contre l'Empire ottoman lors des massacres commis parmi les chrétiens.

Retrouvera-t-il l'Occident, la force matérielle et morale pour donner à nouveau à nos frères, au moins la consolation de la prière ?

L'abolition de toute culture nationale, la russification progressive de nos langues, mœurs et style de vie, doivent être dénoncées comme un crime contre l'esprit, un génocide moral tendant à stériliser l'âme collective de nos peuples. Pour empêcher cette tentative d'assassinat moral, les places vides laissées par les professeurs et les livres épurés doivent être prises par les émissions radiophoniques à l'intention de l'Europe de l'Est. À côté des enseignements politiques, il est nécessaire de faire place dans ces programmes à l'éducation littéraire, artistique morale et religieuse de ceux qui se trouvent au-delà du rideau de fer, afin qu'ils ne perdent pas leur conscience nationale et morale.

./...

La création artistique nationale à l'étranger ainsi que les instituts culturels nationaux doivent être encouragés dans leur activité pour avoir des instruments adéquats pour la réchristianisation de ces pays, au moment de la libération.

Que les intellectuels occidentaux tournés vers la gauche apprennent par notre douloureuse expérience, qu'une vraie vie spirituelle n'est pas possible en régime communiste, là où la pensée doit se conformer aux directives du comité central du parti. Qu'ils se refusent d'appuyer par leur prestige les activités du parti communiste, et, conscients de leurs missions, qu'ils deviennent les défenseurs des libertés - mêmes relatives - de l'Occident, contre l'absence totale de liberté du monde soviétique.

Le travail forcé dénoncé par l'initiative courageuse des particuliers, doit être condamné par les résolutions des syndicats libres, par les gouvernements et par les forums internationaux intéressés, tel le Conseil Economique et Social de l'O.N.U.

Les syndicats démo-chrétiens devraient garder le contact avec les ouvriers des démocraties populaires à l'aide des émissions radio-difusées, en leur témoignant toute la sympathie, qu'ils leur portent et en les encourageant substantiellement dans la résistance qu'ils opposent au communiste.

Les syndicats démo-chrétiens devraient prendre en charge la formation des militants syndicalistes pour chaque pays de l'Europe de l'Est, afin qu'au moment de la libération, nous puissions opposer aux cadres communistes de jeunes et vigoureux éléments démo-chrétiens, avertis des problèmes modernes du travail.

C'est seulement en s'assurant des positions importantes dans tous les pays que le syndicalisme chrétien pourra affronter les autres mouvements syndicaux d'inspiration matérialiste qui subsisteront indépendamment du sort du stalinisme.

La persécution des paysans et des koulaks devraient provoquer de la part des gouvernements occidentaux, au moins une intervention d'humanité auprès des gouvernements communistes, intervention qui ne saurait être interprétée comme une ingérence dans les affaires intérieures des démocraties populaires du moment qu'il s'agit d'un crime qualifié de génocide. Les nations civilisées ne peuvent pas rester insensibles à l'extermination massive et préméditée d'une catégorie sociale nombreuse et paisible comme la paysannerie, sans ébranler la confiance générale dans les conventions internationales et dans les principes humanitaires en général.

L'opinion publique doit être mobilisée contre les barbares déportations qui sévissent dans l'Europe occupée. Une Commission internationale d'enquête devrait être envoyée sur place pour établir la violation de la Déclaration des Droits de l'Homme (art. 11 et 13) et de la Convention sur le génocide (art. II et III).

Les organisations internationales d'aide et d'assistance telle que la Croix Rouge, devraient s'intéresser au sort des déportés, voués à la mort, sans jugement, sur simple décision administrative.

Des visas d'émigration devraient être accordés aux vieux qui seraient pris en charge par des répondants à l'étranger, comme le gouvernement hollandais l'avait déjà proposé lors de l'évacuation de Budapest.

Ce crime contre l'humanité doit prendre fin par la libération des esclaves blancs de nos jours.

Un avertissement sévère doit être adressé à toutes les personnes, gouvernants et haut-fonctionnaires, disposant du pouvoir de décision ou simples exécutants qu'ils seront un jour rendus responsables de leurs actes comme criminels de guerre.

L'Occident doit se refuser à reconnaître comme définitive la conquête russe de l'Europe de l'Est.

La libération des peuples d'au-delà du rideau de fer par le retrait des troupes russes doit devenir l'une des idées force de la politique du monde libre, sans cesse formulée et répétée jusqu'à sa complète réalisation.

Enfin, la conclusion de tout accord économique, commercial ou autre avec les gouvernements satellites devrait être conditionnée par l'acceptation préalable de la part des communistes des concessions humanitaires tendant à l'amélioration du sort des peuples opprimés, dans leur ensemble.

Comme nous conservons toujours l'espoir que la libération de l'Europe de l'Est n'est pas éloignée, nous croyons nécessaire de rédiger, en accord et avec l'appui des partis démochrétiens occidentaux, des plans de reconversion et reconstruction de nos pays. Inspirés par l'humanisme chrétien, de notre essence, nous devons arriver à établir un programme de redressement moral et économique dans le cadre de l'Europe unie de demain.

Lorsqu'un chrétien souffre, tous les autres chrétiens doivent ressentir sa douleur. Rendons aux martyrs cet hommage en répétant les paroles du Saint-Père : "Nous désirons baiser les chaînes de ceux qui, injustement emprisonnés, pleurent et s'affligent pour les attaques contre la religion, pour la ruine des institutions sacrées, pour le salut éternel de leurs peuples mis en péril, plus que pour leurs propres souffrances et pour leur liberté perdue."

-----